

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
9 JUILLET
1976

**3 MOIS FERME
4 MOIS FERME**

**la justice tombe
2 étudiants
de Montpellier
victime
de la chasse
aux sorcières**

Hier passaient en procès deux des cinq étudiants inculpés et emprisonnés depuis la tentative de boycott des examens de l'université Paul-Valéry à Montpellier.

L'un, Jean-Luc Clavier, particulièrement connu comme greviste actif - c'est le seul « crime » que l'on pouvait lui reprocher - était accusé par le Président et le Secrétaire de la fac de « violence à fonctionnaires, avec arme ». Il a écopé de trois mois ferme.

L'autre, Michel Mira, de nationalité espagnole, et contre qui est engagée une procédure d'expulsion, a écopé de 4 mois ferme. Il était accusé par le responsable du « syndicat autonome » de la fac de « tentative d'étranglement ». Pourtant, même dans les milieux enseignants de droite, on reproche à ce responsable - un « prof cow-boy » - de faire bien trop de zèle, et en particulier, d'avoir fait lui-même son « enquête » pour trouver le soi-disant « responsable » des incidents, puisque la plainte était d'abord contre X avant d'être contre Mira.

Cette condamnation de 4 mois ferme pour Mira est d'autant plus scandaleuse qu'en novembre 75 à Nîmes, un médecin qui avait tenté d'étrangler au sol pendant 15 secondes un des employés d'une clinique, avait obtenu deux mois avec sursis, comme l'a rappelé l'avocat de l'étudiant : Maître Pelvet.

C'est le 13 juillet que l'on connaîtra le verdict de l'appel des deux premiers étudiants : Laforgue et Raffanel. Même durant les vacances, la chasse aux sorcières continue et la justice frappe de manière scandaleuse les étudiants.

Correspondant Montpellier

**Affaire de
l'Espelidou :**

**MEETING
CE SOIR
A MONTPELLIER**

Alors qu'un étudiant est toujours emprisonné, un meeting, de dénonciation de l'affaire de l'Espelidou que l'on cherche à étouffer, aura lieu à Montpellier le 9 juillet à 21 h au pavillon populaire.

Il est appelé par le collectif Espelidou, l'Ecole émancipée, SNESup droit et la CFDT-Santé.

**Lire page 3
une interview
de Mongo Beti**

La formation du gouvernement espagnol

JUAN CARLOS PUISE DANS LA RESERVE

La formation du gouvernement espagnol : Juan Carlos puise dans la réserve.

Il est maintenant certain que la monarchie espagnole a failli payer très cher une fausse manœuvre, et qu'elle la paiera de toute façon dans les mois qui viennent. Le limogeage de Arias Navarro, dernier chef de gouvernement nommé par Franco, et la nomination d'Adolfo Suarez, premier chef de gouvernement choisi par Juan Carlos, répon-

daient à une incontestable logique : débloquer la réforme de la dictature. Et, pour cela tenter une sorte d'opération Chirac : la promotion d'un homme, lié au mouvement phalangiste, mais trop jeune pour en partager toute l'histoire, pouvait sembler la plus apte à rallier au moindre coût le gros de la vieille garde, en évitant de trop graves cassures.

Ce qui était moins prévu, c'était le forfait concerté de l'équipe réformatrice. Son refus

de collaborer donnait inévitablement à la relève gouvernementale le sens d'un glissement à droite ; elle risquait de provoquer une dynamique de boule de neige en dissuadant toute personnalité libérale de se mouiller dans une entreprise aussi précaire et mal engagée.

Après plusieurs jours de vides, de laborieuses négociations en coulisse, et un discours évasif d'un premier ministre sans gouvernement, le problème a été résolu sur le fil. En puisant dans la réserve, dans la deuxième ligne du personnel politique, parmi ceux que nos camarades appellent les « subalternes » du régime.

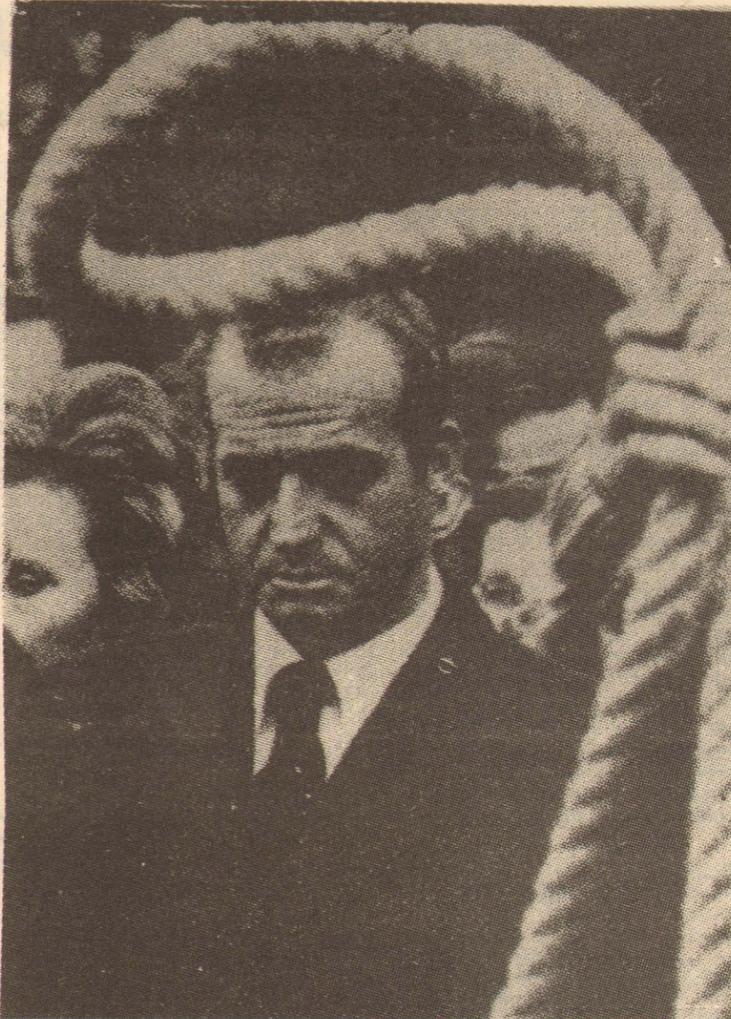
Les cinq groupes démocrates chrétiens avaient nié par avance toute représentativité à ce nouveau gouvernement. Pourtant, une fois sa composition connue, l'opposition semble s'être radoucie et lui accorder pour quelques jours le bénéfice du doute, jusqu'à ce qu'il puisse être jugé sur pièces. Suarez ne devra donc pas tarder à faire connaître ses intentions. Il en aura vraisemblablement l'occasion lors du débat parlementaire sur la réforme du code pénal prévu pour le 13 juillet.

Il est d'ores et déjà certain que le nouveau gouvernement n'aura pas suffisamment d'autorité pour être autre chose qu'un gouvernement de transition, et encore, à condition que la transition, et encore, à condition que la transition soit brève.

Dans un contexte où les difficultés économiques attisent les antagonismes de classe, et où la monarchie a encore perdu une bonne part de son maigre crédit, les échéances initialement prévues du référendum en octobre et des élections générales en 1977 paraissent trop lointaines, et propres à user la patience des plus conciliateurs.

C'est pourquoi, cette année, il ne faut pas s'attendre à ce que l'été soit une trêve.

A.G



Le temps

Encore du soleil sur le Nord et le Nord-est mais évolution orageuse en soirée sur la Lorraine.

Ailleurs, les passages nuageux seront plus nombreux que ces derniers jours. Les températures seront en légère baisse. Une zone orageuse abordera la Bretagne et l'Aquitaine et progressera vers l'intérieur.

Et il neigera à Montreuil !!!

**MALVILLE
LES CRS
OCCUPENT
LE SITE**



**MANIF
SAMEDI**

LES ETATS D'AME DES GRANDS DE CE MONDE

*La Général Motors, Renault, Peugeot et la Fiat hésitent à investir au Chili
La situation des travailleurs chiliens n'y est cependant pour rien.*

Après l'Espagne et l'Iran, le Chili de Pinochet entend confier la réorganisation de son industrie automobile à la General Motors, au consortium Renault-Peugeot, et à la Fiat.

Mais figurez-vous que les braves gens qui dirigent ces entreprises répugneraient à investir au Chili. Tiens, tiens : seraient-ils sensibles à la situation faite aux travailleurs par

la Junte ? Ou aux démarches effectuées auprès d'eux par les diverses églises protestantes ?

Eh bien, pas tellement : la direction de Peugeot a répondu ceci : « En demandant à placer la négociation sur le terrain des libertés syndicales, l'on enfreindrait le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un gouvernement étranger ».

Si l'on comprend bien, ces élégants messieurs sont très soucieux de ne pas intervenir dans le droit des militaires à torturer ? Où irait-on, en effet ?

Mais on va vous dire le fin mot de l'affaire. Si les trois de l'automobile n'ont pas encore signé un contrat avec la Junte, c'est que celle-ci leur demande d'assumer le « passif financier » des sociétés automobiles

nationalisées sous Allende et que le Chili n'a pu encore adhérer au « Pacte Andin » de l'automobile.

Comme le dit candidement le journal « Les Echos » : « S'ils parviennent à lever ces obstacles, les industriels concernés n'hésiteront sans doute pas à signer rapidement ». Répugnant, non ?

J.C.

PORTUGAL

Hausse des prix

LE RETOUR DU MONOCLE

Quelques jours seulement après la nomination officielle du général Ramalho Eanes comme 14^e président de la république portugaise, les portugais ont très vite dû prendre la mesure de ce nouveau régime ; et percer quelques trous supplémentaires dans leurs ceintures.

En effet, lors de la dernière réunion du 6^e gouvernement provisoire, les ministres ont adopté toute une série de mesures d'austérité qui préparent la voie de la reconstruction nationale dont le futur premier ministre par intérim le commandant Almeida e Costa a été on ne peut plus clair en dévoilant qu'il ne s'agissait que d'un avant goût de ces futures mesures : « la situation économique va exiger des mesures draconiennes à l'avenir ».

Ainsi en quelques jours, les portugais se sont vu successivement interdire de sortir du pays plus de 7 000 escudos (1 000 F) par per-

dicats demandent aussi que les heures perdues dans les entreprises à cause des coupures de courant soient intégralement payées, ce qui n'est pas du goût, mais alors pas du goût du tout des patrons et des entrepreneurs qui estiment qu'Eanes n'a pas été élu pour des nêfles (fruit très populaire en cette saison au Portugal). La levée de boucliers syndicale qui a suivi ces toutes premières mesures d'austérité montre que Mario Soarès aura sans doute quelques peines à faire avaler aux travailleurs la pilule de la soi-disant « reconstruction nationale ». Surtout qu'en dépit des com-



sonne ; ils sont aussi privés d'électricité une heure et demie par jour ; des hausses des impôts directs et indirects ont été annoncés. Pour l'heure des augmentations sur les produits énergétiques ont été décrétés : le gas oil qui coûtait 4 escudos le litre passe à 6 escudos et le pétrole grimpe de 3 à 4 escudos. Il y a un escudo d'augmentation sur le m3 de gaz de ville. Mais les hausses les plus impressionnantes portent sur les bouteilles de gaz liquéfié, genre butagaz, et vont donc frapper avant tout les secteurs de la population qui ne disposent pas de l'alimentation en gaz de ville, soit la paysannerie et les quartiers pauvres des périphéries urbaines. La bouteille de gaz butane passe en effet de 107,90 à 138,50 escudos, soit une augmentation de plus de 25 %.

Ces hausses des produits de première nécessité, qui vont se répercuter sur les prix alimentaires (les légumes et les produits carnés sont essentiellement transportés par des camions) ont d'ores et déjà entraîné des protestations de la direction de l'intersyndicale ; les syn-

muniqués furieux de la direction du PS, il semble bien qu'apparaisse au sein du parti une opposition de gauche, qui se serait regroupée contre la décision de la direction d'apporter son appui, sans consulter la base, à la candidature du général aux lunettes noires. Mais il est trop tôt pour savoir encore la réalité de ce « groupe de défense du programme socialiste » dont la constitution a été annoncée par deux quotidiens lisboètes le soir et, qui n'a encore fait aucune déclaration officielle.

En attendant, l'un des tests de la volonté d'en découdre des travailleurs portugais, pourrait bien être le retour de Spínola, que des membres de sa famille ont annoncé comme imminent. Il est vrai que l'homme au monocle n'a pas grand chose à craindre de celui qui porte des lunettes noires et a été son ancien aide de camp. Eanes a toujours parlé du « Général de Spínola », sans y accoler les préfixes « ex » qui lui sied. En effet Spínola a été dégradé après le coup d'Etat manqué du 11 mars 75.

M. Rovère

PLUS D'AMBASSADEUR DE SA GRACIEUSE MAJESTE A SANTIAGO

C'est un exemple que se gardera bien de suivre Valéry Giscard d'Estaing qui a eu, récemment encore, lors de sa visite en Grande-Bretagne l'occasion de souligner les convergences entre les deux capitales. Londres a décidé de mettre fin officiellement à la mission de son ambassadeur au Chili, afin de souligner sa désapprobation du

régime militaire chilien. L'ambassadeur, M. Seconde avait été rappelé le 30 décembre dernier pour protester contre les tortures infligées à la doctoresse britannique Sheila Cassidy. Récemment, la Grande-Bretagne avait aussi annoncé qu'un sous-marin construit en Angleterre ne serait pas livré tant que le Chili, qui a pu jouir jusqu'à présent d'importants reports pour le règlement de sa dette extérieure par les nations occidentales, n'aurait pas liquidé sa dette envers le Royaume-Uni.

• Les amis de la terre de Cambrai projettent le film « la fin du dialogue » le vendredi 9 à 21 heures au centre culturel Guillaumet de Neuville Saint Rémy (59). Même projection, le même jour à Bugeat (Corrèze) à la maison familiale.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

LIBAN

Après l'offensive de la résistance dans le nord

L'EMBRASEMENT DE TOUS LES FRONTS

L'offensive de la gauche libanaise et de la Résistance palestinienne dans le nord du réduct chrétien visait à soulager les attaques contre le camp de Tell el Zaatar et à montrer leur capacité à résister. Elle a provoqué un embrasement généralisé sur l'ensemble des fronts.

Les affrontements sont si rudes autour de Tell el Zaatar que la Croix rouge a dû renoncer à évacuer les blessés au nombre de plusieurs centaines.

Dans le Nord, autour de la ville de Chekka, les combats sont acharnés. Les communiqués des deux camps annoncent la défaite de l'adversaire sans qu'il soit possible d'avoir une idée précise sur la situation réelle.

Une chose ne fait aucun doute : la Syrie appuie autant que faire se peut les milices réactionnaires. Les camps de réfugiés palestiniens de Tripoli et de Saïda ont été bombardés à plusieurs reprises depuis quarante huit heures.

La Résistance et la gauche libanaise jouent gros dans leur offensive actuelle. Elles montent la barre très haut. Elles tentent de montrer qu'il

faudra aller très loin pour rompre la capacité de lutte des organisations qui s'opposent au camp réactionnaire et à la Syrie. Elles espèrent encore qu'ainsi elles pourront éviter de passer sous les fourches caudines de Damas.

Cette volonté se traduit dans une hausse de ton de Kamal Joumblatt, le leader de la gauche. Mercredi soir il déclarait : « Nous acceptons une table ronde pour mettre fin aux massacres et rassurer nos adversaires... mais s'ils veulent la guerre permanente et totale, nous sommes prêts même si les combats se poursuivent des années... nous sommes contraints d'envisager de transformer les milices progressistes en une véritable armée régulière, à ériger une véritable administration et à lancer le mot d'ordre de guerre populaire de libération. » Mais pour bien donner la mesure de ses affirmations, il ajoute : « Les isolationnistes (réaction chrétienne) ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes si nous nous lançons dans une guerre de libération, si nous venons à bout du régime capitaliste, si nous supprimons cette forme de

zionisme que représente l'isolationisme chrétien ».

Ceci représente un aveu peu fait pour étonner... Joumblatt se lamente sur une bourgeoisie qui n'a pas compris qu'avec un peu de bonne volonté, elle aurait pu garder si facilement l'essentiel. Ce grand réformiste « menace » de déclencher une guerre populaire. Là se trouve le nœud de la tragédie libanaise. Les masses se sont lancées dans une lutte contre la réaction sans que leur direction ne veuille détruire le capitalisme. Et aujourd'hui, alors que l'intention syrienne menace l'existence même de la gauche et de la Résistance palestinienne, Joumblatt ne fait que mettre en garde.

Une solution politique n'est pas encore en vue. Une victoire militaire de la Syrie et de la droite ne peut s'effectuer en quelques heures ou quelques jours. La situation est donc toujours dans une impasse qui se traduira par une poursuite des combats sanglants qui ont fait plus de trente mille morts en quinze mois.

R. Brestar

Chronique de la répression en URSS et dans les pays de l'Est

LES BUREAUCRATES N'AIMENT PAS LE ROCK

Trois des 22 artistes non-conformistes arrêtés en mars dernier en Tchécoslovaquie, pour « atteinte à l'ordre public », ont été condamnés pour « hooliganisme » à 2 ans et demi, 1 an et demi et 8 mois de prison.

Les 22 jeunes gens, qui appartiennent à deux orchestres de rock, « The Plastic People of the Universe », et « DG 307 » dont les chansons étaient parfois de vives critiques du régime, avaient été arrêtés à la suite d'une soirée privée qualifiée d'« obscène » par l'acte d'accusation. Depuis 73 les deux groupes ne donnaient plus que des concerts privés, faute d'autorisation, ils ne pouvaient en effet, se produire en public. « Aucun de ces orchestres n'avaient passé les examens de qualification et par conséquent n'avaient aucune autorisation de se présenter au public. Leur production n'avait d'ailleurs rien à voir avec la culture », commente finement l'agence officielle CTK. Elle précise d'ailleurs, si besoin en était encore, que nombre des personnes arrêtées « avaient déjà eu maille à partir avec la justice et nombre d'entre elles avaient subi des traitements psychiâtriques ». Un fait divers parmi tant d'autres, sans doute, puisque l'agence précise qu'il ne s'agit que de « quelques étudiants ratés, un diplômé de la faculté de philosophie, un ancien prêtre, des individus changeant souvent d'emploi qui ne recherchaient à attirer l'attention sur eux que par une vulgarité primitive ». C'est pourquoi la presse les a fustigés en tant qu'« éléments anti-sociaux, drogués, alcooliques, hooligans et récidivistes », et que la justice les a condamnés.

Communiqué

Vassili FEDORENKO, prisonnier politique ukrainien, détenu dans la prison de VLADIMIR, a engagé le 10 décembre 1975, une grève de la faim pour soutenir ses revendications (révision de son procès, autorisation de partir à l'étranger).

Le 1er février 1976, TOUS LES DETENUS POLITIQUES de la prison de VLADIMIR ont déclenché une grève de la faim de solidarité.

Soumis à l'alimentation forcée depuis le 20 décembre, FEDORENKO a décidé de continuer sa grève de la faim.

Mikhaïl MAKARENKO, prisonnier politique, interné dans la prison de VLADIMIR, après avoir longtemps séjourné dans les camps de concentration de MORDOVIE et de PERM, est menacé de répression psychiâtrique. Alors qu'il doit être prochainement libéré, l'administration de la prison le menace de le mettre entre les mains du « psychiatre » de l'administration pénitentiaire de VLADIMIR, ROGOV, spécialisé dans la détection des prétendus troubles psychiques chez les détenus politiques.

Dans une lettre du 30 mai, adressée aux Députés du Soviet Suprême, les détenus politiques MAKARENKO et LIQUBARSKI signalent que, depuis le mois de mai, les autorités pénitentiaires de la prison de VLADIMIR ont décidé de mettre fin au droit reconnu aux détenus par la loi de se plaindre, auprès des différentes instances sociales, des violations de la loi et des règlements, dont ils peuvent être les victimes.

Avec l'accord du MVD, du KGB et du Parquet, les plaintes seront désormais examinées par les instances même de la prison ou de la police contre lesquelles elles seront portées. Cette violation des lois de 1969 sur les camps de travail correctif vise à étouffer complètement toutes les plaintes et toute la publicité, si mince soit-elle, qu'elles pourraient recevoir, en en supprimant l'examen.

Comité International contre la répression.

ESPAGNE

IL N'Y A RIEN A NEGOCIER

Les héritiers du franquisme ont changé d'équipe pour poursuivre le même projet : la réforme de la dictature, la stabilisation d'un Etat bourgeois de démocratie au rabais. Il s'agit pour cela de rendre possibles les deux missions impossibles du gouvernement Arias : le référendum et les élections générales d'où serait exclue la majorité des organisations ouvrières, afin d'assurer une victoire commode aux Partis bourgeois. Ces visées doivent échouer et elles échoueront : le mouvement de masse n'accordera aucune confiance à la dernière génération du franquisme.

Mais cette confiance doit être également refusée aux démagogues qui, après avoir participé au gouvernement responsable de Vitoria, de Montejurra, de l'amnistie farce, de l'impunité pour les fascistes, de la torture silencieuse, du chômage massif, se retirent maintenant pour laisser la place à leurs subalternes et se fabriquer une image d'oppositionnels, utile pour l'avenir.

Il n'y a rien à négocier. Il ne faut pas entrer dans les nouveaux pièges de la monarchie franquiste. Pendant que les politiciens bourgeois envoient des requêtes pleurnichardes au roi, les partis ouvriers doivent préparer la grève générale contre la monarchie franquiste. Il faut pour cela impulser le combat uni des travailleurs pour l'amnistie inconditionnelle, pour les libertés sans restriction, pour l'autodétermination des nationalités opprimées, pour la convocation immédiate d'une assemblée constituante qui proclamera la république.

Le BP de la Ligue communiste révolutionnaire ETA V I

CAMEROUN

CONTRE LA LOI DU SILENCE

Pays charnière entre l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale le Kamerun a retrouvé une grande partie de son unité territoriale avec la réunification de ses parties anglophones et francophones. Indépendant depuis 1960, le pays connaît un régime de dictature néo-colonialiste sous la houlette d'un homme de paille, Ahmadou Ahidjo et de son parti unique, l'Union Nationale Camerounaise qui combat depuis 1955 les forces nationalistes et révolutionnaires de l'UPC (Union des populations du Cameroun). Trois grands leaders de l'UPC ont été assassinés au cours de cette lutte : Ruben Um Nyobe (fondateur de l'UPC tué au maquis en 1958), le Dr Félix — Roland Moumié (président, empoisonné à Genève en 1960 par un agent français au 2^e bureau), Ernest Ouandié (capturé au maquis et fusillé après une parodie de justice en janvier 1971). Au Kamerun, le délit d'opinion est passible des tribunaux militaires. Aujourd'hui, bien que la répression demeure constante, le régime s'emploie à développer une certaine démagogie et tente de pratiquer une politique d'ouverture à l'Est et de « non-alignement ».

La superficie du Kamerun est de 474.000 km² il compte 6 millions d'habitants. Sa principale ressource est l'agriculture (café, huile de palme, bananes, coton, etc. Son sous-sol contient d'importantes réserves de fer, de cassitérite et surtout de bauxite. L'industrie du pays vient cependant aux premiers rangs parmi les pays francophones, grâce à une entreprise de production d'aluminium, Alucam. Autres petites industries : mécanique, traitement de latex, textiles et alimentaires.

Dans Rouge du 7 juillet, nous rendons publique l'annonce de la levée d'interdiction qui pesait sur le livre le plus important concernant l'histoire du Kamerun de ces dernières années : « *Main basse sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation* » (édité chez Maspéro). Son auteur, Mongo Beti a dû attendre 4 ans pour apprendre, par hasard, sa réautorisation de vente. C'est là le fruit d'une longue bataille menée contre la loi du silence qu'avait voulu imposer Marcellin à l'auteur. Loi du silence sur le rôle de l'impérialisme français dans les affaires africaines. Auparavant le pouvoir avait dû également céder sur la demande de nationalité faite par Mongo Beti, professeur de Lettres à Rouen. Pour toutes ces raisons nous avons demandé à Mongo Beti de nous parler du Kamerun, dont le président Ahidjo doit être reçu en grandes pompes en France du 19 au 21 juillet.

F. Tenaille

« LE CAMEROUN, C'EST UN PETIT CHILI DEPUIS QUINZE ANS »

● Interview de Mongo Beti, écrivain, auteur de « *Main basse sur le Cameroun* » (Maspéro), autorisé à nouveau à la vente après quatre ans d'interdiction

Rouge : peux-tu nous parler de la situation actuelle au Cameroun ?

Mongo Beti : Ce qui se passe au Cameroun, c'est un peu la même chose que dans toute cette partie de l'Afrique. La répression y est plus forte qu'ailleurs, parce que le mouvement populaire y est plus implanté. Ça dure depuis 1960, avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Foccart a tout de suite eu pour but d'exterminer les « communistes », c'est-à-dire tout ce qui était un tant soit peu organisé, les syndicalistes, la gauche... Ils pensaient que l'UPC (1) regroupait en tout avec ses organisations de masse moins de 2000 personnes. En réalité, Amnesty International estime à 100 000 morts les victimes depuis 1958.

Rouge : Ceci s'explique par la venue d'un corps expéditionnaire français, venu appuyer le régime Ahidjo entre 1960 et 1962 ?

Mongo Beti : Les chiffres ne parlent pas de ces morts-là. Lorsque les français étaient là, c'étaient de vraies batailles rangées. Ils brûlaient des villages entiers.

Par répression, on entend les morts causées par les repréailles de la police, contre la population. C'est une espèce de petit Chili qui dure depuis 15 ans. Ça a été très dur entre 60 et 65, surtout dans les villes, et certaines régions rurales où a eu lieu la guérilla. Ce qui se passe maintenant au Cameroun, c'est un peu comme au Chili. Il y a toujours des mouvements clandestins. Des gens sont arrêtés, personne ne les revoit. Les camps de concentration, il y en a 20 ou 30, sans compter les prisons civiles. On estime à 30 000 le nombre des personnes enfermées, dans des conditions épouvantables. Ce sont les chiffres d'Amnesty International. L'UPC en donne de beaucoup plus effrayants.

Cependant il y a des luttes, des grèves. Actuellement, un ouvrier « bien payé » gagne 15 000 F. CFA (environ 300F.F.). Aucune organisation syndicale, sauf celle

liée au pouvoir. Un chômage massif...

Par exemple, une grève a eu lieu à l'Université de Yaoundé en 1973. La police est intervenue et a tué trois personnes. Les étudiants luttèrent contre réforme qui supprimait notamment toutes les bourses et rendait obligatoire l'obtention du bac à 18 ans. Tout ça pour bloquer au maximum l'accès aux études supérieures. Il y a 2500 ou 3000 étudiants au Cameroun, Ahidjo trouve que c'est encore de trop.

Les militants capturés sont jugés comme des bandits. Chaque année, 10 ou 15 militants étaient exécutés sur la place publique, pour servir d'exemples. Nous avons réussi à faire publier des protestations. Depuis, les exécutions publiques ont cessé, mais elles ont lieu dans les prisons.

C'est Foccart, le grand patron là-bas. Nous avons appris par « les Marchés Tropicaux » (revue des investisseurs coloniaux) qu'Ahidjo devait se rendre en Chine. Nous nous sommes rendus compte, grâce à des fuites venues de ses propres ministères, qu'à ce moment-là Ahidjo n'en savait encore rien ! Le vrai patron en Afrique, c'est le ministère Français de la Coopération ;

le Cameroun, c'est le Chili en plus pauvre, c'est un pays sur lequel la France a réussi à garder le silence, grâce à un black-out total.

Selon Mongo Beti, ce passage ne pose pas de problème de sécurité. C'est le même système qu'en Amérique Latine : c'est le silence. Si bien que quand on dit à un français qui n'est pas trop politisé ce qui se passe là-bas, il tombe des nues. Toute opposition est considérée comme un crime d'Etat. Vers 1968-69-70, la lutte menée par l'UPC a connu un certain répit. Mais il y a eu une réorganisation, et maintenant le pouvoir ne sait plus sur qui frapper. Les dénonciations, très fréquentes dans la période précédente, se font plus

rares. On peut discuter plus librement. Ça montre un changement de climat.

Rouge : Qu'est ce que cela signifie pour toi, d'être un écrivain africain, et en même temps de vivre en France ? Quelles contradictions cela implique-t-il ?

Mongo Beti : Je n'ai pas choisi de vivre en France. Ça s'est fait un petit peu malgré moi. Naturellement, je comptais retourner chez moi. J'avais même réussi à décrocher une nomination au Cameroun, en 61, après l'indépendance. Entre-temps, j'ai reçu une masse d'information sur la répression qui s'abattait sur l'extrême-gauche, tous les types qui s'étaient signalés un petit peu, même si peu que ce soit. A ce moment-là on ne recevait plus aucune consigne de l'UPC, qui était tellement dispersée, désintégré... On ne savait pas tellement quelle attitude adopter. C'est à ce moment là que j'ai décidé de rester provisoirement en France. C'est pour cela que je n'ai jamais en fait eu de papiers en règle, car je n'ai jamais pensé que je resterais bien longtemps. Jusqu'à ce que j'ai des enfants, j'étais donc en France provisoirement. Je pensais que ça allait changer assez vite au Cameroun : on a tous été soufflés que ce régime dure si longtemps. Au début, moi j'ai été là-bas en 59, je n'avais pas l'impression qu'Ahidjo pouvait tenir 6 mois. Il y a eu évidemment l'intervention française en 60, sinon il n'aurait pas tenu ; les gens n'en voulaient pas. C'est l'intervention française qui a révélé les faiblesses, de l'UPC. J'ai donc été étonné, en France, de voir que ce régime tenait le coup.

Rouge : Il a fallu le procès de Ovan die pour que tu te remettes à écrire ?

M.B. : Alors là, ça été une espèce de cri de révolte, ça a jailli, et j'ai très



Ernest Ouandié, enchaîné

vite écrit « *Main basse sur le Cameroun* ». Le gouvernement camerounais a essayé de s'en servir contre moi en disant : « Il se considère comme un écrivain africain, mais il vit en France pour profiter de la société de consommation ». En fait, le responsable du parti unique camerounais qui a employé cet argument consomme certainement beaucoup plus que moi !

Mais il y a quand même un problème. L'engrenage qui m'a amené à devenir français, quel qu'il soit aboutit à une situation pleine de contradictions, que je ne peux pas résoudre d'ailleurs.

D'une part, il est très pratique de vivre en France quand on écrit sur l'Afrique. C'est bien pratique, puisque tout le pouvoir est là, tous les documents sont là. Si j'avais été exilé à Alger ou à Cuba, je n'aurais pas pu écrire « *Main basse sur le Cameroun* ». Pire, si j'avais été au Cameroun, je n'aurais même pas su ce qui se passait. Dans le quartier populaire qui se trouve à 1 kilomètre de l'endroit où l'on jugeait Ouandié, les gens ne savaient rien, rien du tout. Au Cameroun, il n'y a aucune information, ou alors une information bidon, du genre intoxication.

Voilà donc un premier aspect de mes contradictions. Mais il y a d'autres contradictions, bien sûr, qui sont du domaine un peu plus litté-

raire... Il y a d'abord une chose qui est grave, c'est que nous écrivons en français. En écrivant en français, nous nous condamnons à n'être lus que par une élite africaine, ou alors, par des français. Il y a forcément une contradiction pour quelqu'un comme moi, qui voudrait écrire pour le petit peuple de chez nous, et qui, du fait qu'il est éloigné de chez lui, et qu'il utilise une langue qui n'est pas la sienne, se trouve amené à écrire... en quelque sorte, il y a là une aliénation. Ça je crois que c'est beaucoup plus sérieux que l'autre contradiction, la première, qui était beaucoup plus spectaculaire. Tandis que celle-ci est beaucoup plus profonde. C'est un problème qui concerne presque tous les écrivains africains, qu'ils soient francophones ou anglophones... mais ce n'est pas une fatalité. Les gens, très souvent, croient que ces paqk sont tellement divisés au point de vue linguistique... mais quand on y réfléchit, ce n'est pas vrai. Si vous prenez le Biafra, il y a des langues qui sont parlées par 10 millions de gens au Nigeria. Ce qui fait que les nigériens, les types des pays anglophones, sont en avance sur nous, parce qu'il ont commencé à écrire dans leur langue. Des gens qui écrivaient en anglais font des tentatives, pour se mettre à la portée des gens de leur peuple.

La visite du président de Gambie en France

● Sir Dawda Jawara, président de la république de Gambie est en France jusqu'à samedi. A l'évidence il est venu négocier plusieurs projets comme celui de l'aménagement du fleuve Gambie et les problèmes d'assainissement de Banjul (anciennement Bathurst) la capitale. Il devait visiter également la Compagnie française d'Afrique occidentale (CFAO). Les travailleurs de son siège, Place d'Iéna (16^e) ont

d'ailleurs été conviés à ne pas sortir des bureaux et emprunter les ascenseurs entre 12 et 13 heures et 15 et 16 heures. Des uniformes ont pour l'occasion été distribués à certains membres du personnel d'entretien. Tout cela durant le temps de l'entretien qu'aura le président avec le PDG de la CFAO, Jacques Mullier. Au fait de quoi s'occupe la CFAO ? D'import-export... comme Jacques Foccart.

Lahyani et Mazoué libérés

« On a même reçu une lettre d'un vieil antifasciste polonais »

● Enfin libres. Pour Serge Mazoué et Jean-Jacques Lahyani, c'est une première victoire. Mais il ne faut pas oublier que deux autres antifascistes restent en prison. Ils devront sortir eux aussi.

Les faits ?

On faisait une petite fête chez des copains. On est tombé sur des affiches de l'UNI « Une culture, une patrie, une école ». Il y a eu une première altercation avec les fafs. Deux d'entre eux sont sortis avec des fléaux. On a continué notre chemin. Près du lycée Mallarmé, un copain a lacéré une affiche et là, la bagarre a éclaté. Evidemment, on a pris ce qui nous tombait sous la main pour nous défendre. Les fafs ont lancé des pétards. On a reculé et on s'est barré. Là, les flics nous ont attrapés.

Comment ça s'est passé dans le commissariat ?

Nous, on pensait qu'on allait être libérés tout de suite. Un quart d'heure après notre arrivée, les fafs sont arrivés plus nombreux que quand il y a eu l'altercation, et il y avait des gens plus âgés. L'un d'entre eux est venu vers moi (Jean-Jacques) et il m'a menacé d'un pistolet. J'ai appelé un flic et j'ai dit : « regardez, il me menace ». Le commissaire a répondu : « Je ne vois rien ». Le lendemain matin, ils sont allés faire la tournée du « Parisien libéré ». Puis, ils nous ont pris individuellement. Evidemment, on a refusé de répondre.

S.M. : Moi, ils m'ont mis les menottes derrière le dos. A la confrontation, les fafs ont pu discuter un quart d'heure entre eux et accorder leurs dires. Parmi eux, il y avait celui qui, soi-disant était blessé. Puis deux autres sont arrivés et ils ont encore discuté. Quand on s'est plaint, les flics nous ont répondu qu'ils connaissaient leur métier.

J.J.L. : On a oublié de dire que ce sont les fafs qui ont apporté les armes au commissariat (fléaux, man-

ches de pioche...) et ils ont dit : « Ce sont les armes avec lesquelles ils nous ont attaqués. » Après, ils nous ont déferés au Parquet. L'instruction du dossier de police avait duré en tout et pour tout trois heures.

Quelles ont été les conditions de votre détention ?

On est arrivé à la Santé vers dix heures du soir. Douche, fouille, distribution de couvertures, psychologue, empreintes digitales, photos. Jacques et Farouk se sont fait tabasser par les matons.

Et la façon dont s'effectuent les visites ?

Quand t'es prévenu t'as droit à trois visites à la Santé. Dans le parloir, il règne une chaleur intolérable vu que le toit est en fibre de verre. Il y a trois vitres qui te séparent du visiteur, ce qui fait que tu ne peux que le voir. En tout, ça dure trois quart d'heure et tu peux voir trois personnes à la fois. Mais il faut savoir qu'à part les visites, on n'a qu'une heure de promenade par jour. On reste vingt trois heures dans notre cellule.

Comment avez-vous ressenti la solidarité de l'extérieur ?

Le plus concret ça a été les lettres. On a reçu une lettre d'un vieil anti-fasciste polonais qui avait fait de la tôle. Du point de vue de la 4, on a reçu du courrier de la section anglaise, une lettre de Haiphong, une d'un militant du SWP, sans compter les motions. Plus des dessins humoristiques. Et c'est ça qui nous a aidés. Et nous tenons à dire que nous étions particulièrement heureux d'être défendus par M^e Jouffa qui, au niveau de l'antifascisme a lui aussi fait ses preuves, notamment pendant la guerre d'Algérie ; ainsi que par M^e Conte qui a démontré l'inanité de cette justice au rabais.

SECHERESSE

Les propositions du PCF

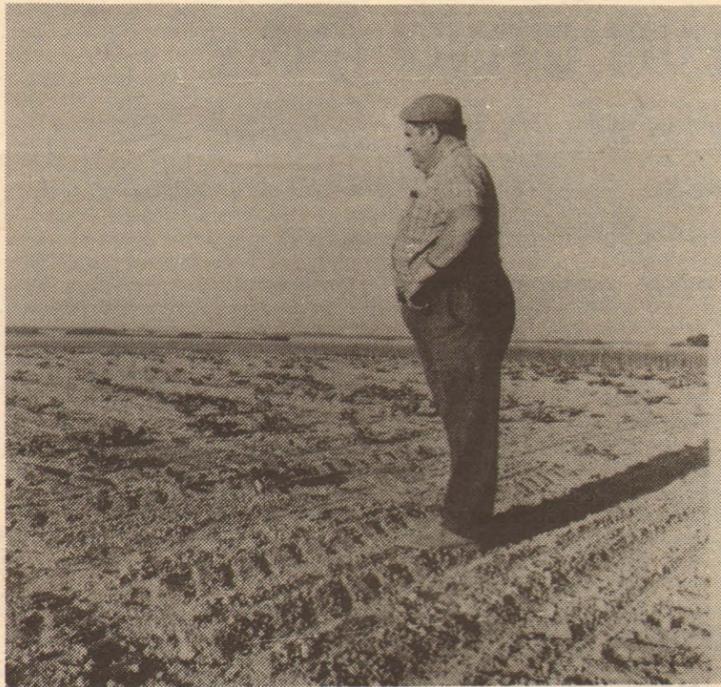
PLAN D'URGENCE OU PLATE-FORME DE LUTTE ?

La sécheresse n'a pas fini de faire parler d'elle. Malgré les assurances du gouvernement, il ne s'agit pas de tenir le coup jusqu'aux prochaines pluies ; les conséquences pour l'agriculture sont des maintenant irréparables. Le déficit en eau qui s'est installé ne sera pas comblé même par les plus abondantes pluies. Le manque de fourrage des deux premières coupes ne sera jamais compensé par des cultures fourragères tardives. Incurie et gaspillage du système capitaliste, baisse du revenu paysan, disparition de nombreux petits exploitants ruinés, hausse des prix alimentaires, spéculations de tous ordres ; le mouvement ouvrier se devait d'apporter des réponses à une situation de crise qui concerne l'ensemble des travailleurs et, particulièrement de ceux, qui, à la campagne, ne vivent que de leur travail.

Le Parti Communiste y a vu l'occasion de développer une vaste campagne anti-gouvernementale, et de consacrer, depuis quelques jours, dans l'Humanité une page entière aux conséquences de la canicule.

Le PC n'a pas de mal à dénoncer à juste titre le scandale de l'incurie du gouvernement : les travaux hydrauliques du VI^e Plan n'ont été réalisés qu'à moitié, les crédits pour les

impôts et cotisations pour tous les agriculteurs, le report des annuités de crédit. Des mesures efficaces pour préserver les intérêts des producteurs, mais qui laissent fort peu de place aux différenciations de la paysannerie face à la calamité. Les gros agriculteurs ont les moyens de faire face aux difficultés, certains même sont bien placés pour profiter d'une spéculation qui ne manquera pas de se déchaîner.



installations d'eau n'ont cessé de baisser depuis des années. Il lui oppose les mesures qu'aurait prises un gouvernement plus soucieux de la prévision : les ressources existent, il suffirait de multiplier les barrages, les forages afin d'utiliser une partie plus grande de l'eau disponible. Derrière cette attitude de bon gestionnaire, la question d'une meilleure utilisation de cette eau, respectant les intérêts des travailleurs et l'équilibre écologique reste sans réponse.

Tous les paysans ensemble ?

Mais il ne suffit pas de dénoncer l'imprévoyance d'un gouvernement uniquement soucieux des intérêts à court terme des « grands monopoles ». Il faut proposer des solutions aux travailleurs les plus touchés, à l'agriculture durement frappée : conférences de presse, réunions de travail de neuf Fédérations du Centre, interventions à l'Assemblée Nationale, délégations aux agriculteurs. Le PC mobilise tout son appareil de propagande pour faire connaître ses propositions : un plan d'urgence pour l'agriculture, un crédit d'un milliard de francs déblocage immédiat, une prime plafonnée pour la conservation du cheptel, la fourniture d'aliments à prix réduits, une plan hydraulique d'urgence, l'exonération totale ou partielle des

Des exemples de contrôle collectif

Le PC cherche plus à démontrer qu'il sera un des meilleurs défen- seurs des intérêts des agriculteurs dans leur ensemble, qu'à mobiliser les petits agriculteurs, les organiser dans les villages contre les effets de la crise. Bien que Laurent Salini appelle dans l'Humanité à l'action populaire « pour forcer le Grand Capital à la raison », il n'est pas fait mention des occasions où les petits paysans ont pris en main leur propre défense comme en Loire-Atlantique, où les achats de fourrage et de paille, leur répartition sont contrôlés et décidés par des assemblées de village, ou comme ces agriculteurs qui, près d'Yvetot, ont imposé par la force la vente à un prix convenable pour un foin stocké par un spéculateur malin. Le MODEF, dans lequel le PC est influent, s'est d'ailleurs fait remarquer par sa discrétion, se bornant à réclamer le déblocage de crédits supplémentaires.

L'heure est venue pour les paysans qui ne vivent que de leur travail d'imposer un recul à ce gouvernement intransigeant et de s'organiser pour leur propre défense contre la spéculation et la pénurie. Le PC ne sera certainement à l'origine de cette initiative.

S. Lopez

Eau potable ? du potage chaud !

Le déficit de la Seine, du Rhône et de la Loire (et par conséquent de leurs affluents) est au moins de 70 %, 85 % pour la Saône. Le barrage de Seine qui régularise le niveau et le débit contient 50 millions de m³ de moins que la normale, il doit rendre de l'eau pour que la Seine reste navigable ; celui de la Marne est à mi-niveau.

Mais cette pénurie serait peu gênante si les fleuves étaient propres. Ainsi le niveau de pollution multiplié par trois, non seulement aggrave les pollutions habituelles, mais en fait découvrir de nouvelles, non détectables usuellement, comme le choloforme dans l'Oise. Cela rend plus ardue la tâche des stations d'épuration de Marne, de l'Oise et de la Seine qui fournissent 60 % de l'eau potable à Paris.

Autre problème, la très forte température (29° dans la Seine et la Marne) provoque des risques bactériens, le développement d'algues et de champignons dont on ne connaît pas le danger.

Enfin, à cause de l'état défec- tueux du réseau privé ou communal, il faut ajouter du chlore au traitement à l'ozone. D'après la cour des comptes il y aurait d'ailleurs 30 % de « fuites » d'eau due aux canalisations percées.

Ce qui se pose c'est donc le problème de la gestion des eaux : elles sont privées ou communales, l'Etat se contentant de subventionner (mal) et de contrôler par les agences de bassins et éventuellement de réprimer par le service des mines. Il n'y a ni planification nationale, ni règles, ni prix national de l'eau. Alors que l'eau devrait pourtant être un des premiers « services » au coût et à la qualité contrôlés.

P.V.

Un amiral de moins dans la marine française

VIDE POUR L'EXEMPLE

Avec cette décision, Giscard veut faire un exemple. Il essaie depuis quelques mois, avec sa nouvelle politique militaire, de réajuster l'armée française à ses tâches contre révolutionnaires. Il réorganise, sélectionne les cadres, réoriente la troupe en même temps qu'il voit une génération de cadres qui y voient un abandon de la doctrine gaulliste. Sanguinetti est de ceux là. Depuis plus d'un an il écrit contre les réformes giscardiennes. Il polarise par ses critiques une opposition diffuse dans la hiérarchie. Dénonçant « l'abandon de l'indépendance nationale » et l'utilisation de l'armée à « des fins intérieures », il met le doigt sur les deux points essentiels des réformes giscardiennes.

Alors que Méry et consorts s'échinent depuis 6 mois à masquer derrière des déclarations floues leurs préparatifs contre-révolutionnaires, l'amiral Sanguinetti, s'est employé à en démontrer minutieusement le sens. Il a, ce qui est rare pour un officier de ce rang et de cette origine, clairement analysé leur caractère anti-ouvrier. Certes, il le sait en conservant son idéalisme gaulliste. Il prêche la neutralité de l'armée et sa non politisation. Mais lorsqu'un militaire le fait dans ce sens, lorsqu'il appelle ses collègues à prendre conscience de la besogne anti ouvrière qu'on leur prépare, il ne s'agit plus d'un simple régimentaire de complot entre cliques militaires. Il éveille une opposition encore con-



fuse chez les cadres, opposition qui se tourne vers le mouvement ouvrier, et en cela Sanguinetti est plus que dangereux pour Giscard.

La crise de l'armée bourgeoise

De même que Chirac a voulu casser les liens existant entre le mouvement des soldats et les syndicats ouvriers, de même il vide pour l'exemple cet amiral qui s'affirmait de plus en plus ouvertement aux côtés de l'union de la gauche. Nous réaffirmons pour notre part le nécessaire droit d'expression et d'organisation pour tous les militaires, y compris pour les officiers. Quelqu'ambiguës qu'aient pu être certaines déclarations de l'amiral Sanguinetti, elles ont contribué à la prise de conscience d'une partie des cadres et donc à la crise de l'armée bourgeoise.

J.Y. Potel

MICKEY RACHETE FRANCE-SOIR



France-soir a un nouveau propriétaire et cela pour la modique somme de 75 millions de francs (tout compris). L'heureux propriétaire se nomme Paul Winkler, PDG de l'agence Opéra Mundi et patron des journaux Mickey et Tintin.

On assiste donc à une restructuration complète de la presse parisienne : Hersan a acheté le Figaro, Prouvost a vendu Télé 7 jours et Paris Match à Hachette. Or, qui se trouve derrière Mickey ? Il pourrait s'agir d'un certain Pierre Juillet, ancienne éminence grise de Pompidou et actuel conseiller de Chirac. Ainsi tous ces mouvements de propriétaires sont clairs. Il s'agit de préparer les élections de 1978. Hersan derrière les Républicains Indépendants et Winkler derrière l'UDR.

Pour l'instant, les rédacteurs de France-soir n'ont pas l'air d'apprécier ce rachat. Ils ont mandaté l'intersyndicale pour contester cette vente.

Après la signature de l'accord-cadre dans la presse parisienne

UNE BIEN ETRANGE

« VICTOIRE »

« Une grande victoire », vient de déclarer Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, en parlant de la signature d'un accord-cadre (1) entre d'une part, onze titres et agences de presse parisiens (*le Figaro, France-soir, le Monde, l'Humanité, le Nouveau Journal, le Journal du Dimanche, l'Aurore, les Echos, Paris Turf, l'Agéfi, la Cote Desfossées et la SIRLO*) et, d'autre part, le Comité intersyndical du Livre parisien CGT.

L'essentiel de cet accord porte sur les conditions d'introduction du matériel moderne pour la composition et l'impression des quotidiens parisiens.

L'enjeu, c'est la garantie d'emploi des travailleurs du Livre. Et là, les choses sont claires : l'accord prévoit la suppression de 800 postes d'ici à décembre 1978, par pré-retraite, par licenciements économiques (avec indemnités), par mutations provisoires à des postes déqualifiés (avec indemnités), par des affectations en province, etc.

D'autre part, l'accord entérine purement et simplement la défaite des travailleurs du *Parisien libéré*, en lutte depuis un an et demi, en prévoyant leur réembauchage prioritaire dans les différents journaux parisiens.

Plus grave encore, l'accord revient explicitement sur le contrôle syndical de l'embauche, acquis exceptionnellement des travailleurs du Livre, avec les dockers, en reconnaissant que la disparition d'un titre entraînerait pour les travailleurs ainsi licenciés la perte du bénéfice de l'accord. Ainsi, un patron de presse pourra parfaitement fermer boutique et licencier, ressortant son journal quatre mois plus tard avec un personnel ouvrier spécialement recruté, comme l'a fait Amaury, le patron du

Parisien libéré pour son imprimerie de Saint-Ouen, en faisant appel aux bons soins de Force ouvrière...

En qualifiant ainsi de victoire ce qui n'est que le produit de ses reculs successifs, la Fédération du Livre CGT se donne un satisfecit pour ses actions passées. En effet, au lieu de mobiliser les travailleurs au plus haut niveau (jusqu'à la grève reconductible de la presse) contre une offensive patronale de grande envergure visant à restructurer la presse parisienne sur le dos des travailleurs, la Fédération du Livre a été de concession en concession. Krasucki ne vient-il pas, hier, dans un meeting des travailleurs du Livre à la Bourse du Travail, de leur donner un certificat de bonne conduite pour avoir, malgré certaines « résistances » et « incompréhensions » adoptés une « tactique intelligente », Krasucki qui est à l'origine de la « suspension de la grève » à *France-soir* lors de la rupture des négociations au mois de juin...

Le désarroi et l'écoeurement, telle risque d'être la réaction de beaucoup de travailleurs. Il peut en être autrement si une autre voie est choisie - et imposée - au Comité intersyndical : tout d'abord, concernant le *Parisien libéré*, l'organisation d'initiatives pendant le Tour de France. Ensuite, l'organisation de discussions dans els équipes de presse tirant le bilan de l'accord, de sa portée réelle. Enfin, la préparation des batailles qui vont nécessairement s'engager au cours des négociations entreprise par entreprise. C'est seulement ainsi qu'il sera possible de remonter la pente et de reconstruire le rapport de force indispensable à faire reculer le patronat.

Vincent Ludovic



Hier, à Paris, à la Bourse du Travail, 500 travailleurs du Livre participaient à un meeting au cours duquel Roger Lancry, secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien, Jacques Piot, secrétaire de la Fédération du Livre et Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, revenaient sur la signature de l'accord-cadre dans la presse parisienne, en le qualifiant de « victoire » pour les travailleurs (voir notre article sur la signification de cet accord).

L'enthousiasme n'était pourtant pas évident, même si des applaudissements nourris ont salué la présence du député communiste du XX^e arrondissement et les références au Programme commun.

Une manifestation, sur les Grands Boulevards, a suivi le meeting. Elle s'est dispersée devant les locaux occupés du « Parisien libéré », rue d'Enghien.

V.L.

CHAIX EN RETZ

ÇA CONTINUE

Non l'ordre ne régnait pas encore au « Bois d'aux Moines ». Le 6 juillet, sur ordre du préfet, vingt-cinq cars de CRS sont venus pour expulser les fermiers Mouille. Ils les ont de fait expulsés avec leurs meubles, mais ils n'ont pas osé aller plus loin devant la mobilisation des paysans et des travailleurs accourus sur les lieux. Les bêtes sont toujours là, les installations de la ferme, ainsi que le fourrage ensilé. Les CRS entourent toujours la ferme, l'arme à la bretelle. Mais, dans un champ voisin, des centaines de personnes se relaient jour et nuit pour veiller. Venues de tous les coins du départe-

ment, elles s'occupent des animaux (ils ont quand même obtenu cela), et surtout ils veulent montrer la détermination pour le droit au travail, et faire revenir les Mouille au Bois aux Moines.

Une requête a été faite auprès du Garde des Sceaux pour obtenir une solution sur le plan juridique. Des actions vont être décidées aujourd'hui, pour faire face à cette nouvelle répression. Il faut obtenir un bail pour les Mouille, car le sol doit être un outil de travail et non un objet de spéculation. Ceux qui sont en vacances dans la région sont invités à venir.

en lutte



● Chez Idéal Standard (Dammarie-les-Lys), que les travailleurs occupent depuis de longs mois pour défendre leur emploi, les menaces de Chirac et de Ceyrac sur les 90 % ont commencé à s'appliquer : les 90 % ont en effet été brutalement supprimés pour six travailleurs. Ce moyen scandaleux de répression avait déjà été utilisé à l'usine Idéal d'Aulnay (elle aussi occupée depuis plusieurs mois) contre un délégué de la CGT.

Correspondant

● La grève se durcit au FPA de Bayonne

Suite à la rencontre de lundi avec la direction du FPA et du directeur régional de l'AFPA qui n'avait rien donné, les grévistes ont durci leur action ; ils les ont séquestrés jusqu'à obtenir :

— la levée des sanctions contre deux stagiaires

— le prolongement du stage de la durée correspondante de la grève

— que concernant l'application du règlement intérieur et jusqu'à sa modification, aucune sanction ne sera prise sans l'accord de la majorité des stagiaires et du personnel en assemblée générale

— le paiement intégral des heures de grève

S'ils ont obtenu satisfaction sur les trois premiers points, il n'en est pas de même du quatrième. La poursuite de la grève a été décidée avec occupation de la direction. Hier jeudi un représentant de Paris est descendu pour proposer le rattrapage payé des heures de grève. Cette proposition plus coûteuse en heures supplémentaires payées au personnel et aux stagiaires montre que pour la direction il s'agit d'être intransigeant sur un point : le refus de droit de grève. Les grévistes ont décidé de populariser leur grève ; ils ont fait appel aux organisations syndicales et politiques. Un comité de soutien est en cours de formation.

Correspondant

vie syndicale

Après la condamnation par la confédération CFDT de la coordination des luttes

LE DEBAT SE POURSUIT DANS LA CFDT

Devant l'ampleur des réactions suscitées par la prise de position confédérale sur la coordination des luttes, le dernier numéro de *Syndicalisme hebdo* revient à la charge pour justifier cette position.

Un article intitulé *pour une coordination efficace des luttes* explique en effet que seule une partie de la note du secteur « action revendicative » avait été publiée dans le numéro du 26 juin de l'hebdomadaire de la CFDT. « La première partie de la note, poursuit l'article, insistait sur l'importance que donne la confédération à la coordination des luttes ».

La position confédérale était apparue pour beaucoup de militants CFDT avant tout comme une condamnation des Lips et de la tentative qu'ils avaient faite pour rompre l'isolement des luttes sur l'emploi et pousser à leur coordination,

dans une situation marquée par la passivité des directions confédérales de la CFDT et de la CGT sur ce point. Aussi l'article s'efforce-t-il de dissiper cette impression, en affirmant que loin de condamner toute coordination, cette note « définissait la stratégie syndicale à développer en matière de coordination des luttes ». Et pour le prouver, il en donne une longue citation, qui explique : « à partir de l'analyse, des débats, de l'action des travailleurs concernés, créer dans l'action le rapport de forces permettant de donner aux conflits une issue positive, immédiate, adaptée à la situation propre de chaque entreprise ». A vrai dire la conception positive de la confédération en matière de coordination des luttes n'en ressort pas plus claire pour autant.

L'article cite également le texte approuvé par 27 voix et deux abstentions lors du dernier bureau national, qui pose toute une série de conditions préalables à l'organisation d'actions communes d'entreprises de branches professionnelles différentes : « Les responsabilités des fédérations s'exercent dans le cadre de leur champ d'activité. En conséquence l'élargissement - sous quelque forme que ce soit - à d'autres secteurs professionnels d'une action engagée par une fédération ne peut se réaliser qu'après débat et accord des fédérations qui ont en charge ces secteurs. Les unions régionales

s'inscrivent dans cette pratique. D'autre part, lorsqu'une telle initiative peut avoir des conséquences politiques plus générales, l'élargissement d'une action fédérale à d'autres secteurs professionnels doit donner lieu à un débat dans les instances confédérales ».

Le même numéro de *Syndicalisme hebdo* (est-ce lié à cette prise de position ?) relate la rencontre des 2

et 3 juillet à l'usine Rehaut d Fougères, en mentionnant simplement la présence de délégations de nombreuses entreprises du textile (Cip, Desombre, Rhône Poulenc, Annonay) mais sans dire un mot de celles de Lip et Griffet (métallurgie) Caron-ozanne (imprimerie). Il eut été sans doute préférable, si tel était le cas, de mentionner leur présence en expliquant par ailleurs pourquoi la confédération la jugeait inopportune.

Résultats des élections professionnelles

CARBONE LORRAINE (GENNEVILLIER)

Les élections de 76 se sont traduites par un net recul de la CGT au profit de la CFDT dans le premier collège (ouvriers) : - aux élections de délégués du personnel, la CGT passe de 65 à 61 % (-4 %). La CFDT passe dans le même temps de 35 à 39 % (+4 %) - aux élections du comité d'entreprise, la CGT passe de 81 % à 60 % (-21 %). Dans le même temps la CFDT passe de 18 à 40 % des voix (+22 %), doublant ainsi largement le nombre de voix recueillies en deux ans.

PEUGEOT MULHOUSE

Aux élections de délégués du

personnel, la CGT et la CFDT, qui obtiennent respectivement 42 % et 30,7 % des voix, progressent au détriment de la CFTC, de FO et de la CFT.

BOURGOGNE ELECTRONIQUE (DIJON)

Après la longue grève du printemps, les résultats des élections professionnelles se traduisent par un recul sensible de la CGT au profit de la CFDT. Dans le premier collège, la CGT passe de 61 % en 1974 à 43 % (-18 %), pendant que la CFDT passe de 37 % en 1974 à 53 % aujourd'hui (+17 %). La CGT paie lourdement sa politique de division, à la fin de la grève notamment. Ces résultats témoignent de la combativité qui demeure malgré les licenciements.

Communiqué

Encore une fois le pouvoir va frapper. En jugeant le camarade Moussa Konate, il juge à travers lui tout les travailleurs de la Sonacotra, y compris ceux de l'immigration. Un tel acte ne doit pas passer sous silence. Pour leur part les comités de travailleurs africains entendent dénoncer de tel procédés qui ne peuvent être assimilés qu'au fascisme. Ils appellent les travailleurs africains et immigrés à se mobiliser et continuer le combat dans un front de lutte unitaire. Ils exigent la libération immédiate du camarade Moussa Konaté, le retour sans exception des 18 camarades expulsés et dénoncent la tentative de division du Parti communiste français.

Les comités de travailleurs africains

TOUR DE FRANCE

Le vocabulaire des chroniqueurs sportifs

LES « AIGLES » FACE AUX « ANGES »

Enfin les Pyrénées ! Ils en piaffaient d'impatience les chroniqueurs sportifs. Les Alpes avec seulement deux étapes vraiment relevées, c'était pas ça. Mais à partir d'aujourd'hui ils vont pouvoir donner toute leur mesure. C'est l'heure du sport, le vrai ! Ils vont pouvoir se dédouaner, faire l'impasse sur la publicité qui gangrène tout, les magouilles d'intérêt, le sordide des coulisses, qui sont quand même, ils l'avouent, bien gênants. Ils vont pouvoir entonner la « chanson de geste de l'épopée » comme ils disent...

Il faudrait consacrer une véritable étude à leurs commentaires, faire une analyse linguistique du jargon cycliste. Elle fournirait, n'en doutons pas, un éclairage particulièrement passionnant sur la nature de l'épreuve, sa fonction dans le système capitaliste.

Des stéréotypes

Le vocabulaire du journaliste sportif est à cet égard un mélange de stéréotypes transmis d'année en année et un apport de termes qui traduisent les modifications du caractère de l'épreuve, son industrialisation, son management, ses méthodes « à l'américaine ».

Côté tradition, nous aurons droit au dithyrambe, aux images titaniques. Les ascensions des cols deviennent des « envolées » et les descentes menées à « tombeau ouvert », des « descentes aux enfers ». C'est que le Tour de France comme l'écrit le *Miroir du cyclisme* (dépendant de la presse du PC) : « est en effet le plus bel album d'images d'Épinal du Sport ». Une imagerie soigneusement entretenue, dépoussiérée chaque année à

laquelle d'ailleurs les chroniqueurs de *l'Humanité* participent ardemment. C'est un peu le ressassement des Saintes Ecritures, on transmet aux jeunes générations l'histoire de la fourche du vélo d'Eugène Christophe en juillet 1913, ou le « sacrifice » de René Vietto en 1934 envers son leader Antonin Magne. Une glorification qui use largement des terminologies militaires et religieuses. Le déroulement de l'étape n'est que « stratégie », « batailles », « contre-attaques ». Il y a des charges « héroïques », des « seigneurs ». Les francs-tireurs « sonnent le ralliement », les « outsiders » tirent leur « dernière cartouche »...

Les « aigles » et « l'ange ».

Pour les « aigles », ceux qui avalent les difficultés, les chroniqueurs sportifs plongent dans une béatitude mystique. « Ils ont la grâce ». S'ils chutent ils deviennent des « martyrs », à moins qu'à l'étape suivante on assiste « à leur résurrection »... Et dans la légende entre « l'ange » Charly Gaul ou Bobet avec son « royaume » l'Izoard.

Une emphase dont ils se servent pour nous dire : « Voilà les grandeurs du sport » et exalter les tonifiantes vertus de la haute compétition. Et cela d'autant plus qu'un favori en difficulté refusera de « lâcher prise », qu'un leader adulé et pourvu financièrement comme Merckx l'année de sa défaillance dans la montée de Pra-Loup attaquera « bête blessée », montrera que celui « qui en a bien assez n'a pas continué la course pour de l'argent », ni « pour la gloire » mais « par volonté de lutte contre soi-même » dicit *l'Equipe*.

La boucle est fermée. Sonnez le ban !

F. Tenaille



Un qui a vendu la mèche

Jacques Esclassan vainqueur à Divonne : parlant des hausses sur le métro, les cigarettes, les loyers : « ils ont profité de la victoire de Tabarly dans la course transatlantique, mais c'aurait pu être pire... si Thévenet dans le même temps avait endossé le aillot jaune, l'addition aurait été plus salée encore ». Sans commentaires.

VIENT DE PARAÎTRE

5 % de l'électricité produite en France... Et combien de milliards dépensés... ?

LE CRÉ DES MURS
Tous les réformateurs le disent : **Le nucléaire on n'en veut pas !**

L'ATOME NE VAUT PAS LA CHANDELLE
A qui profite-t-il ?

UN CHOIX TECHNOLOGIQUE

L'EDF organise la rançon du progrès

« La politique est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde »



DEBAT SUR LE VIOL

Une lectrice « Ils ne changeront pas tous seuls »

En lisant le compte-rendu dans *Rouge* des « 10 heures sur le viol » qui ont eu lieu à Paris, je ne suis pas surprise : à moitié fête, à moitié drame, quel désastre !

Et maintenant ? Rien ! Ou plutôt si, toujours la même angoisse qui pèse quand on se retrouve seule dans la rue.

Je ne dis pas qu'après ces dix heures, tout allait être résolu, sûrement pas, mais qu'on allait au moins avancer un peu et qu'enfin on posait le problème autrement que de porter les « violeurs » devant la justice de classe à qui seule on fait confiance pour démontrer que le viol existe. Le viol n'est pas au-dessus des classes. Tous les jours, à chaque minute, la bourgeoisie viole, mais c'est plus propre, plus feutré, c'est le viol organisé dans des billets de 10 000. A cette bourgeoisie-là, on ne s'attaque pas vraiment et c'est jamais elle qu'on retrouve au tribunal. Et elle continue à violer, sans qu'on fasse rien...

Si les groupes femmes non mixtes sont utiles, nécessaires, indispensables, je suis d'ailleurs la première à le dire (...) si le débat sur le viol doit aussi avoir lieu de

façon non mixte dans les groupes femmes, une erreur fondamentale a été commise en organisant les 10 heures sur le viol uniquement entre femmes. Et qui plus est quand, après en avoir débattu, on ne donne aucune perspective concrète réelle aux femmes pour essayer que ça change un peu.

Devant un problème comme celui-là, en sachant très bien que le mouvement ouvrier n'en discute pas spontanément, si on ne leur impose pas, nous femmes, la discussion dans les syndicats ; en sachant qu'on aménage pas le viol comme on améliore les conditions de travail en posant des revendications, car tout le monde est d'accord, il faut que cela cesse ! Des camarades hommes, militants révolutionnaires ou pas, militants syndicaux dans les entreprises n'ont pas compris qu'on leur refuse de venir pour ces dix heures. Car ils avaient quelque chose à dire et à entendre. Beaucoup n'ont pas compris car ils sont solidaires des femmes dans leur lutte contre le viol (ça arrive quand même, il ne faut pas croire), dans leurs entreprises,

qui sont aussi les nôtres, dans leurs syndicats ils luttent aussi contre le viol. Et bien non, c'est un débat entre femmes ; mais au fait, étaient-elles là les femmes ouvrières, celles qui malheureusement sont les plus victimes de la misère sexuelle, et qui souvent sont sans défense ? Je n'en ai pas l'impression.

Il me semble que l'on ne fait que perpétuer et même accentuer la division entre femmes et hommes de la classe ouvrière.

On a loupé le coche. Dommage !

Si on veut que des réactions, comme celles du service d'ordre de la CGT le 1^{er} mai cessent, il ne faut pas contourner le problème, il ne faut pas aller jusqu'à « tuer les mecs », même les militants ouvriers, sous prétexte qu'ils sont phalocrates. Ils ne changeront pas tous seuls. J'ai l'impression qu'on se trompe d'ennemi parfois. Il ne faut pas exagérer, c'est quand même pas tous des bêtes, il y en a même qui on voulu comprendre, voulu en discuter, ils n'ont pas pu.

Pourtant, dans de nombreuses entreprises, à majorité de femmes, le viol des petits chefs est courant.

Pour les filles, pas de viol, point d'avancement. Les syndicats doivent aussi lutter contre cette discrimination et répression sexuelle qui est bien trop courante.

Je ne remets pas en cause l'initiative qui a été prise. Je dis simplement qu'avec de telles initiatives, on se coupe de nombreuses femmes qui, comme moi, auraient voulu en débattre avec des mecs aussi, et on se met à dos beaucoup de ceux qui ont été violemment accusés, sans aucun critère de classe pendant les dix heures : les hommes.

Tout en gardant (les femmes) l'initiative et la conduite de ces dix heures, la mixité de la participation aurait permis peut-être d'essayer de trouver des solutions concrètes pour lutter contre le viol et par là contre le système capitaliste.

Ce ne sont que quelques réflexions qui me sont venues à la suite de ces dix heures et qui devront certainement être précisées.

Maryvonne - Forbach

les temps modernes

NOMBREUX LICENCIEMENTS DE COOPERANTS FRANÇAIS EN ALGERIE

Le 28 juin, à la veille des vacances, une douzaine au moins de coopérants français de l'Université d'Oran ont reçu une lettre du Recteur, leur signifiant le non renouvellement de leur contrat ou leur remise à la disposition du gouvernement français. Quelques jours auparavant, à l'Université de Constantine, des mesures identiques touchant une dizaine d'enseignants de Sociologie, avaient été mises en échec par la mobilisation des coopérants organisée par l'APES (SNESup). Une fois de plus, les engagements du Ministère de l'Enseignement Supérieur algérien n'ont pas été respectés en ce qui concerne les dates de communication de ces sanctions aux intéressés. En effet, les autorités algériennes s'étaient engagées à faire connaître ces décisions le 30 janvier au plus tard. Outre le non respect des délais, ces mesures qui placent les intéressés dans une situation des plus critiques étant donné l'absence de recrutement dans l'enseignement supérieur en France, apparaissent totalement arbitraires. Bien que les motifs allégués aient été tantôt pédagogiques, tantôt « pour cause d'algerianisation des postes », ces sanctions qui frappent essentiellement les enseignants de sociologie et de Sciences économiques, parmi lesquels plusieurs militants du SNESup et de la CFDT, ont de toute évidence pour cause la non conformité du contenu de leur enseignement avec les thèses officielles du gouvernement algérien. Signalons, qu'une de plus, l'ambassade de France a totalement couvert ces mesures.

Le secrétaire général de l'APES (Association professionnelle des enseignants du supérieur)

HOMMAGE A MICHEL FRANCHY

Michel Franchy, vous vous souvenez ? Ce lycéen qui s'est suicidé il y a trois mois, parce qu'il n'avait plus rien à faire ou espérer de cette société, de son lycée, de ses parents, de l'indifférence de la jeunesse au crématoire... Ce lycéen qui écrivait au-delà de son geste : « je vous invite tous à l'action, puisque vous êtes encore appelés à vivre (...), ne vous lamentez pas sur mon sort, remballez vos sentiments aussi sincères qu'ils soient : à quoi bon travailler sur un cadavre, tournez vous davantage sur ce qui vit encore : là est le remède ».

Un dernier texte a été reproduit intégralement par les éditions Archifol, vendu 2 francs dans les librairies militantes. Les auteurs de la reproduction croient bon de se plaindre que tous les journaux qui ont parlé de ce texte l'ont commenté au lieu de le publier intégralement. Sommes-nous « de ceux que le désespoir exaspère parce qu'il détruit les illusions qu'ils propagent fièvreusement pour publiciser l'acceptation de la non-vie » Une petite mauvaise foi qui ne doit pas nous empêcher de lire le texte. Commandes par 10 (12 francs) Archifol, 28 rue de la Montagne Ste Geneviève 75005 Paris.

La « politique » culturelle

« Quand j'entends le mot culture, je sors mes ciseaux... »

L'agriculture n'est pas la seule victime de la sécheresse : la culture tout court, et notamment le théâtre ont vu subitement fondre leurs subventions gouvernementales. Mais là, pas question d'accuser le ciel, puisque c'est Michel Guy en personne, notre généreux ministre de la Culture qui l'a annoncé mardi au cours d'une conférence de presse. Comme les patrons qui profitent des vacances pour donner des coups bas aux travailleurs (annonce de licenciements...), Michel Guy fait ses coupes sombres en douce,

lâchement, alors que beaucoup de troupes ont déjà fait leurs projets pour l'année 1977.

Montent dans la charrette de Michel Guy : le Théâtre National de Chaillot qui n'aura pas assez d'argent pour monter des créations (alors que c'est la salle la plus moderne d'Europe !). Claude Régy, le Théâtre du Soleil, Antoine Bourseiller, Georges-Henri Régner, etc...

Comme l'a dit le ministre : « l'importance de l'effort financier consenti par l'état dans une année de rigueur budgétaire appelle en

contrepartie, de la part des responsables du théâtre subventionné, une rigueur nouvelle dans le respect de leurs obligations à l'égard du public »

C'est clair : si vous voulez des subventions, faut faire risette à Guigui et au « public ». A bas « l'esotérisme », « l'élitisme », vive la « nouvelle rigueur », style du théâtre ce soir !

Le pouvoir dont Michel Guy est le représentant défend la culture à deux conditions : qu'elle soit rentable et aseptisée. Nous aurons l'occasion de revenir sur la politique gouvernementale en matière de culture et en particulier sur cette mesure discriminatoire qui ajoute encore à la « crise » actuelle du théâtre, et qui provoque des réactions unanimement contre (Jack Lang, ancien animateur du Théâtre National de Chaillot, le PS...)

Grâce à Michel Guy, le théâtre en 1977 restera ce qu'il est de plus en plus : un désert.

Masson

L'ADJUDANT DE LA ROCHELLE

Le festival de La Rochelle est fondé sur une ambiguïté, il se veut à la fois opération de prestige et animation réelle de la ville. Placé sous le signe du bicentenaire des Etats-Unis, il ne s'est jamais, ou presque, distingué d'une opération gouvernementale visant à requinquer un confrère en impérialisme quelque peu défraîchi.

Mais ce sont de toutes autres raisons qui ont poussé le grand Ubu culturel à lâcher un de ses bons mots et des meilleurs. Michel Guy, grand admirateur de Mourousi, ayant récemment découvert la poésie du char d'assaut et le trop communicable enthousiasme de la musique militaire, était invité au festival de La Rochelle. Il a supporté vingt minutes de concert de John Cage, pas une de plus, et trois de Pilo-bus, après quoi il est parti se rafraîchir les orteils en mer. Au passage, interviewé par FR 3 il a constaté le « véritable rejet du public » pour le festival et en a rendu responsable la Maison de la Culture tout en félicitant son deuxième couteau à l'intérieur du comité d'organisation : Claude Samuel. Celui-ci, responsable de la programmation musicale et grand défenseur de la culture en salle, a manifesté son refus de l'animation réelle en ne voulant pas entendre parler d'une soirée blues sur le port.

Seule la Maison de la Culture a bataillé, en compagnie des associations locales, pour décentraliser ces rencontres, en direction des Z.U.P. en particulier, et pour intégrer pleinement les troupes régionales ainsi que « Cinémarge » au festival. La manœuvre est claire, elle s'inscrit dans le cadre d'une attaque en règle contre les Maisons de la Culture dont Créteil a failli faire les frais dernièrement.

Correspondant

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	297842,00
Comité rouge Lannion	160,00
M.D. L'union	40,00
Mon obole pour que Rouge vive 100,00	
Librairie Rouge	191,92
V.V. Amiens	300,00
M.C. de D.	20,00
C.S. Paris	100,00
Y.O. Etudiante Médecine	50,00
Un militant OCR Révolution Finances	20,00
Un militant CGT Impôts	35,00
Ventes St Lazare	81,00
P.O. Pontoise	500,00
M.M. Franconville	
-La Garenne	20,00
NOUVEAU TOTAL	299 459,00

TF 1

18.15	Pour les jeunes Pour les petits
18.30	Bonjour Sésame
18.40	Les infos spécial vacances
18.50	Bozo le clown
19.00	Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19.20	Actualités régionales
19.40	Une minute pour les femmes
19.45	Tour de France
20.00	Journal
20.30	Au théâtre ce soir La suite famille
22.20	Les musiciens dans la ville Des notes de musique classique dans le théâtre romain d'Orange en 1975...
23.15	Journal

A 2

13.35	Programmes régionaux
13.50	Images de...
14.00	Aujourd'hui madame
15.05	Au cœur du temps (série fiction américaine)
17.45	Fenêtre sur... Les jeunes et la société
19.20	Actualités régionales
19.45	Y'a un truc
20.00	Journal
20.35	La juive du château trompette (feuilleton)
21.45	Apostrophes Avons-nous des leçons à prendre chez les animaux ?
23.00	Ciné-club La ligne générale (1928). Film de SM Eisenstein Les koulaks et la collectivisation dans l'URSS de 1928. Eisenstein a ici donné une force lyrique à ses théories sur le montage. Images célèbres du pope et de ses incantations pour faire tomber la pluie...

FR 3

18.45	Pour les jeunes
19.05	Programmes régionaux
19.20	Actualités régionales
19.40	Tribune libre René Lenoir. Secrétaire d'Etat à l'action sociale. A quoi, dites-vous ?
19.55	Flash journal
20.00	Vingt heures en été
20.30	Vendredi Faits divers : les divorcés. Des témoignages d'hommes et de femmes de milieux différents.
21.30	La destinée de Monsieur de Rochambeau Deuxième partie

DES INEDITS DE JACK LONDON

« Ce que pour moi la vie signifie » 3



J'avais peur de penser. Je voyais à nu les éléments simples de la civilisation compliquée dans laquelle je vivais. La vie est une question de nourriture et d'abri. Afin d'obtenir de la nourriture et un abri, l'homme vend des choses. Le marchand vend des souliers, le politicien vend sa virilité, le représentant du peuple, avec, naturellement, des exceptions, vend la confiance qu'il inspire ; en même temps, presque tous vendent également leur honneur. Les femmes, également, soit dans la rue, soit par les liens sacrés du mariage, ont tendance à vendre leur chair. Toutes les choses sont des marchandises, tout le monde achète et vend. La seule marchandise que le travail a à vendre, ce sont ses muscles. Le travail a des muscles, et rien que des muscles, à vendre.

Mais il y a une différence, une différence vitale. Les souliers, la confiance, l'honneur, ont une façon de se renouveler. Ce sont des stocks impérissables. Par contre, les muscles ne se renouvellent pas. A mesure que le marchand vend ses souliers, il renouvelle son

stock. Mais il n'y a pas de moyen de renouveler le stock de force musculaire du travailleur. Plus il en vend, mais il lui en reste. C'est sa seule marchandise, et chaque jour, son stock diminue. A la fin, s'il n'est pas mort auparavant, il n'a plus rien à vendre, et il plie boutique. C'est un failli du muscle, il ne lui reste plus qu'à descendre dans la cave de la société pour y mourir misérablement.

J'ai appris, ensuite, que le cerveau était également une marchandise. Lui, aussi, est différent du muscle. Un marchand de cerveau est encore dans sa prime jeunesse quand il n'a que cinquante ou soixante ans, et ses salaires atteignent des taux plus élevés que jamais. Mais un travailleur est épuisé ou rompu à quarante-cinq ou cinquante ans. J'ai été dans la cave de la société, et je n'aime pas cet endroit pour y habiter. Les tuyaux d'arrivée d'eau et de vidange ne sont pas salubres, l'air n'est pas bon à respirer. Si je ne peux pas vivre à l'étage de la réception de la société, je peux, en tout cas, essayer le grenier.

C'est vrai, là, le régime est peu abondant, mais, au moins, l'air est pur. Si bien que j'ai décidé de ne plus vendre de muscle et de devenir marchand de cerveau.

Alors commença une poursuite frénétique du savoir. Je suis retourné en Californie pour ouvrir les livres. Tandis que je m'équipais ainsi pour devenir un marchand de cerveau, il était inévitable que je me mette à fouiller la sociologie. J'ai trouvé là, exprimés d'une manière scientifique, dans une certaine catégorie de livres, les concepts sociologiques simples que j'avais déjà découverts moi-même. Avant ma naissance d'autres esprits, plus développés que le mien, avaient exprimé tout ce que je pensais, et bien davantage. J'ai découvert que j'étais socialiste.

Les socialistes étaient révolutionnaires, dans la mesure où ils luttaient pour renverser la société telle qu'elle existe actuellement, et avec ses matériaux, construire la société de l'avenir. Moi aussi, j'étais socialiste et révolutionnaire. J'ai adhéré aux groupes de révolutionnaires

ouvriers et intellectuels, j'ai pris pour la première fois contact avec la vie intellectuelle. J'ai trouvé là des intelligences pénétrantes et de brillants esprits ; car j'ai fait la connaissance de membres de la classe ouvrière qui, bien qu'ayant les mais calleuses, avaient un cerveau solide et alerte ; des prédicateurs défringués ayant une conception trop large du Christianisme pour faire partie d'aucune congrégation d'adorateurs de Mammon ; des professeurs victimes de l'asservissement de l'université à la classe dirigeante et chassés parce qu'ils se hâtaient trop d'étendre leurs connaissances en essayant de les appliquer aux affaires de l'humanité.

J'ai aussi trouvé là une foi chaleureuse dans l'idéalisme humain et rayonnant, les douces de l'altruisme, du renoncement, et du martyre — tout ce qu'il y a de splendide et de stimulant dans l'esprit. Là, la vie était propre, noble, et en mouvement. Là, la vie se réhabilitait, devenait merveilleuse et glorieuse ; et j'étais heureux d'être vivant. J'étais en contact avec de grandes âmes qui

mettaient la chair et l'esprit bien au-dessus des dollars et des cents et pour qui le faible cri plaintif de l'enfant des faubourgs mourant de faim avait plus d'importance que tous les ambitieux problèmes de l'expansion commerciale et de la suprématie mondiale. Autour de moi, il n'était question que de buts nobles à atteindre, d'efforts courageux, mes journées et mes nuits n'étaient que soleil et lumière des étoiles, feu et rosée, avec, devant mes yeux, brûlant et rayonnant sans cesse, le Saint Graal, le Graal du Christ, l'humanité chaude, depuis longtemps souffrante et maltraitée, qu'il convenait de secourir et finalement de sauver.

Et moi, pauvre fou, je prenais tout cela comme un simple avant-goût des délices que je trouverais plus haut, au-dessus de moi, dans la société. J'avais perdu bien des illusions depuis l'époque où je lisais les romans de la « Seaside Library » sur le ranch de Californie. Je devais en perdre encore beaucoup parmi celles que j'avais conservées.

(à suivre)



Découvrir Carlos Saura, cinéaste de « Cria Cuervos »

L'ESPAGNE, LE FASCISME ET LA VIE

Cria Cuervos (élève des corbeaux) de Carlos Saura a obtenu le prix spécial du jury à Cannes. La critique salue ce cinéaste avec estime à chacun de ses derniers films.

Espagnol, Saura l'est à coup sûr, et magnifiquement. Chacune de ses images nous rend l'essence de l'Espagne, son soleil, ses ombres et ses lumières, le parfum de ses atmosphères, son goût et ses sonorités, ses êtres façonnés par une géographie et une histoire sans pareilles. L'histoire, surtout l'histoire telle qu'elle nous vient des profondeurs d'un passé splendide et désastreux, stigmatisé de défaites sociales, toutes incapables de briser un peuple aux ressources infinies, elle est ramassée là en ses quarantés dernières années de fascisme.

Le sujet de Saura, c'est la vie quotidienne de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie pendant ces quarantés années là. Vie en atmosphère confinés, vie en sursis, vie anachronique, morbide, caricaturale, pleine de désespoir et de sursauts de vitalité invincible.

Les amateurs de films-thèses ne trouveront pas leur compte dans Saura. Ce puissant dénonciateur du fascisme ne l'analyse pas comme Brecht ou Visconti, il n'en fouille pas le cauchemar comme Pasolini, il nous livre la grise monotonie de sa fibre au repos, coupée de brutales convulsions, sa quotidienneté mortellement étouffante, pour ceux-là mêmes qui s'y sont identifiés, qui l'ont voulu, construit, nourri et défendu. Quitte à ce que rassis, les méprisables héros — ou leurs cousins — transformés en industriels, dansent tristement sur le volcan qui commence à leur brûler les pieds.

Tout cela vu d'un regard impitoyable, quoique chargé — pour ceux qui ne se sont pas, ou n'ont pas été changés en monstres — de la plus haute pitié humaine, fraternelle. Equilibre instable et qui fonde sa suprématie. Pas de héros positifs chez lui, mais ici et là, des êtres chargés de valeur, essentiellement des femmes, des enfants, et cas rarissime, le Luis de *Ma cousine Angélique*, dont la douloureuse rupture avec le passé est chargée d'élan vers l'avenir.

L'homme fasciste, pas de doute que Saura l'a subi jusqu'à la nausée chronique. C'est à partir de cet homme pervers, pourri, qu'il remonte vers le système ; c'est à

travers ses types que le fascisme-espagnol dans sa spécificité apparaît. Et sa spécificité, c'est précisément le plus complet rassemblement des germes pré-fascistes : le militarisme obsessionnel des impuissants, le cléricisme terroriste, mais aussi le patriarcalisme profond, le familialisme pesant. En Saura, le rapport de l'insupportable à l'anodin, au « normal » est à la fois si subtil et si fort qu'il étouffe le cri. Il y faut une explosion.

Le souvenir

Cinéaste du souvenir, oui, Saura l'est. Toute son œuvre est recherche du temps perdu. Le souvenir de Saura est bilan angoissé jusque dans les délices dangereux des instants de bonheur perdu, *Ma cousine Angélique*, constat de gâchis irrémédiable, *Le jardin des délices*, moment crucial de liquidation dramatique des conflits accumulés *La chasse*, voire autopsychanalyse d'une culpabilité imaginaire *Cria Cuervos*. Sous tous ces aspects, c'est d'une tension vers l'avant, vers l'avenir qu'il s'agit. Dans les meilleurs des cas (*Peppermint frappé*, *Angélique*, *Cria Cuervos*) le souvenir est le moment d'une délivrance.

Dans celle de ses œuvres qui est peut-être la plus riche, *Ma cousine Angélique*, la tentation est grande de renouer avec ce qui était valeur et bonheur dans le passé, un amour profond, un amour d'enfants. Mais ce passé est bien mort, ce temps perdu ne se peut retrouver, le temps ne se remonte pas. Luis le comprend et s'arrache douloureusement vers l'avenir. Dans *Le jardin des délices*, le naufrage du passé est total, l'amour secret de l'enfant (sa tante) a disparu, la redécouverte de son effroyable passé par l'amnésique Antonio lui fait choisir de se renfoncer dans l'imbécillité.

Ce passé refusé, liquidé, n'est jamais îlot individuel — et c'est là que la critique bourgeoise, angéliquement nous trompe — son bain social ce sont les quarantés années de fascisme achevant des siècles d'Espagne réactionnaire, et c'est là leur procès — décanation, que les films de Saura précèdent.

Le grand art de Saura c'est d'avoir trouvé le point focal où se



Le regard d'Anna Torrent, une héroïne de neuf ans

portés au plus haut l'ignominie qui consiste à battre un enfant, lie cet acte au fascisme de l'oncle, et d'un seul coup, donne le symbole de peuple espagnol humilié par la racaille fasciste et la valeur d'amour qui permet de tenir jusque dans la désolation.

Un grand artiste révolutionnaire

Le choix des souvenirs d'enfance comme nœud de compréhension de toute histoire individuelle et générale a encore une autre fonction chez Saura. C'est dans l'enfance que se noue ou non la résistance. Si l'enfance des bourreaux d'Anna (*Anna et les loups*) nous révèle comme on fabrique des monstres (sado-masochistes, etc.), si celle d'Antonio (*du jardin...*) l'a irrémédiablement rendu incapable d'autolibération, les souvenirs de Luis livrent le secret d'une force invincible et la qualité de la narratrice de *Cria Cuervos* nous est connue par la manière dont, enfant, elle s'est mesurée au monde des adultes.

Le monde de Saura est tout en profondeur ; sa quotidienneté est à chaque instant traversée de politique et d'érotisme. Le fascisme n'est pas une extériorité mais un vécu : il suinte de tous les pores de la société. Relevé de la vieille réaction féodale-cléricale, il donne son ton aussi à la sexualité réprimée jusqu'aux explosions en viols et meurtres, mais aussi s'exprimant au long des curieux canaux du fétichisme. Plus amplement que chez Bunuel, la lutte des femmes avec le fétichisme est un sujet central de Saura.

L'oppression des hommes se révèle en Saura d'abord comme oppression des femmes, et ses films — loin de tout simplification gauchiste — sont des œuvres hautement féministes.

L'excès espagnol souligne tout ce qui, dans la vie quotidienne, patriarcale-chrétienne, est à haïr et à détruire, mais quelle paille dans l'œil aurait celui qui ne verrait là que la poutre ibérique.

Michel Lequenne

joignent les destins individuels et celui de son pays : la famille traditionnelle saisie le plus souvent au niveau de l'enfance. En rupture totale avec le mythe des vers paradis, les enfances de Saura baignent dans l'enfer ; elles sont froissées (*Angélique*), traumatisées (*Cria Cuervos*), terrorisées (*Le jardin...*) dépravées (*Anna et les loups*) dans l'inconscience et la bonne conscience d'une éducation dominée par l'ordre moral militaro-catholique.

Le langage filmique le plus moderne

A saisie nouvelle du monde, il faut un nouveau langage. Sans poudre aux yeux et coups de poing dans le ventre (usage habituel des avant-gardistes certifiés), Saura découvre le langage filmique le plus hardi, le plus neuf, et en cela même le plus fascinant. Il sait que le souvenir ne nous restitue pas le passé avec la fidélité stupide d'un enregistrement mécanique. Le temps de Saura est au plus près du temps réel du souvenir. Il est comme lui troué, modifié, déformé, il viole la chronologie et substitue les acteurs comme le rêve. Mais il est en cela plus fidèle que l'enregistrement qui ne connaît jamais que la surface des choses. Rêve et souvenir sont synthétiques, symboliques, ils

pratiquent comme l'art lui-même. L'originalité de Saura c'est précisément de savoir en ses films reconstruire cette logique irrationnelle, et d'atteindre par-là à la plus haute concentration de significations. Ainsi, dans *Ma cousine Angélique*, Luis a oublié le visage de son oncle le petit bourgeois fasciste qui le persécutait dans son enfance (oubli psychanalytiquement très clair) et ses souvenirs lui prêtent le visage du mari actuel de sa cousine (ce qui n'est pas moins clair). Son souvenir de celle-ci lui revient tantôt avec le visage de la fillette qu'elle a maintenant, tantôt — quand il s'agit de souvenirs érotiques — avec son image de femme actuelle. Mais surtout, quand il se remémore ses propres gestes enfantins, c'est l'homme de cinquante ans, qu'il est devenu qui les refait. Cette hardiesse d'écriture — aux antipodes de tout baroquisme — non seulement nous rend le passé avec sa plus lourde charge émotionnelle, mais en même temps établit la continuité autoconstructive des êtres. Une des dernières scènes de ce film atteint ainsi à un sommet expressif : Luis et Angélique enfants ont fugué, tenté de passer les lignes de la guerre civile. L'oncle fouette Luis agenouillé devant la fillette qui pleure en silence. L'humiliation de l'enfant, revécue par l'adulte que nous voyons recevoir les coups

LES CRS INVESTISSENT LES TERRAINS OCCUPES A MALVILLE MANIFESTATION SAMEDI

hélène, Alain, correspondants Grenoble.

Les « rapports cordiaux » recherchés par certains manifestants entre les flics et les occupants du site de Malville ont pris fin brusquement jeudi à 5h30 du matin. Une cinquantaine de cars de CRS, (on n'avait pas lésiné sur le nombre) ont encerclé le terrain du Bayard, et le terrain proche du site où un millier de manifestants continuaient à occuper.

L'explosion s'est faite sans violence, les CRS se contentent de repousser les occupants hors du site, et de les faire refluer à trois ou quatre Km vers Morestel. Seuls, une soixantaine de manifestants qui refusaient de partir ont été embarqués dans les cars et relâchés à 20, 30 ou 40 Km de Malville. Les flics ont également profité de l'opé-

ration pour ficher tous les véhicules de manifestants. Ils ont également embarqué le car de coordination, bourré de matériel de propagande (tracts, affiches) qu'ils ont acheminé vers Grenoble escorté par plusieurs motards et une estafette de CRS. Des barrages ont été mis en place sur toutes les routes d'accès au site.

La riposte

L'expulsion par la police a détruit une grande partie de l'organisation qui avait été mis en place depuis lundi : commissions diverses, bouffe, contacts avec la presse, animation, aides aux paysans, etc.. Mais, dès midi, les occupants commencent à se regrouper sur un terrain prêté par la commune de

Vezeronce. Là, des villageois, tous au courant des méfaits des flics, viennent proposer spontanément des terrains pour camper, des granges, l'utilisation de leur téléphone. D'autres apportent de l'eau. Les gens des environs alertés par l'annonce à la radio commencent à arriver. Des équipes d'information circulent dans toute la région afin de regrouper les occupants qui se sont dispersés dans les prés et les villages après l'intervention de la police.

Un premier tract d'information a été tiré, et dès midi, une manifestation de riposte était envisagée pour le samedi 10 juillet à 15 h. (Départ de Bouvesse, au nord du camp de Bayard)

Tous à Malville samedi

ROUGE SERA LA



Comme nous l'avions annoncé précédemment, Rouge se met au goût des vacances. L'été est l'occasion des rencontres, des festivals. Nous essaierons d'y être présents le plus souvent possible. Aujourd'hui, nous pouvons annoncer :

SAINT FLORENT SUR CHER (près de Bourges)

Les 10 et 11 juillet, festival de musique folk. Un groupe de copains sera sur place.

TROUVILLE

Tous les dimanche matin, vente sur le marché de Trouville, de 10 h 30 à 12 h. Rendez-vous sur place ou chaque mercredi à 12 h près du kiosque de la gare SNCF avec un Rouge sous le bras pour qu'on vous reconnaisse.

Bientôt dans Rouge quotidien, une remarquable étude sur la ville.

AVIGNON

Le festival débute le week-end prochain. C'est pas qu'on soit riche et nombreux, mais on y sera quand même. Les vaillants rédacteurs de la rubrique culturelle assureront la couverture régulière des événements. Et nous serons présents sur la place de l'Horloge. Si vous passez dans le coin, n'hésitez pas, venez nous voir.